

Département : VAR

Canton : GAREOULT

Commune : PIERREFEU-DU-VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE DU MAIRE

PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE DE TRAVAUX PAR L'ENTREPRISE EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST POUR LE COMPTE DE VARTH D ROUTE DES MAURES – PIERREFEU DU VAR

Le Maire de la Commune de PIERREFEU-DU-VAR.

VU les articles L.2211-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article R.225 du Code de la route ;

VU l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière ;

VU l'article 610/5° du Code Pénal ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, livre 1, huitième partie sur la signalisation temporaire ;

VU l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;

VU la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et notamment l'article 7 réglementant les travaux bruyants sur la voie publique ainsi que sur les chantiers proches des habitations ;

VU l'arrêté municipal n°PM-2020-170 en date de 25/11/2020 réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de PIERREFEU-du-VAR ;

VU la demande de prolongation formulée par mail le 08/11/2022 par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, représenté par M. Stéphane ROUSSILLON, domiciliée avenue de Copenhague à SIGNE (83870), en vue de prolonger les arrêtés initiaux n°PM-005 délivré le 04/01/2022, n°PM-042 délivré le 27/01/2022, n°PM-2022-101 délivré le 10/03/2022, n°PM-2022-209 délivré le 07/06/2022 et n°PM-2022-306 délivré le 20/09/2022 ;

CONSIDERANT que l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, doit effectuer le tirage de câbles et raccordement pour la fibre optique sur le réseau existant ORANGE sur le territoire communal sis route de Maures relevant de la police du Maire et que les interventions de toute nature nécessitant certaines restrictions temporaires de circulation ou de stationnement au droit des chantiers ;

CONSIDERANT le caractère temporaire du chantier exécuté sur le domaine public routier ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'autoriser l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, à effectuer le tirage de câbles et raccordement pour la fibre optique sur le réseau existant ORANGE du dimanche 1^{er} janvier 2023 au vendredi 31 mars 2023 ;

CONSIDERANT la nécessité de synthétiser dans un arrêté général les règles de circulation et de stationnement à respecter aux abords de ces chantiers ;

CONSIDERANT que pour des raisons liées à la sécurité publique il est nécessaire d'éditer une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement des véhicules pour chaque intervention afin de prévenir ces risques.

ARRETE

Article 1 : Du dimanche 1^{er} janvier 2023 au vendredi 31 mars 2023, l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, est autorisée à occuper le domaine public ouvert à la circulation publique sis route des Maures, aux fins de réaliser le tirage de câbles et raccordement pour la fibre optique sur le réseau existant ORANGE sur la commune.

Article 2 : Afin de permettre certains travaux modifiant le comportement des usagers de la route, les restrictions suivantes à la circulation pourront être appliquées par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST au droit du chantier et sur la route des Maures :

- Limitation de la vitesse à 30 km/h en agglomération et 50 km/h hors agglomération,
- Interdiction de dépasser,

.../...

- Circulation alternée ou déviation de la circulation,
- Interdiction de stationner.

Article 3 : En cas de restriction du stationnement, les panneaux de stationnement interdits temporaires devront être déposés un minimum de sept jours pleins avant la date prévisionnelle du début du chantier.

Article 4 : En cas de mise en place d'une circulation alternée, la régulation de la circulation se fera soit :

- par le personnel du chantier à l'aide de piquet mobile de type K10, positionné à 50 mètres de part et d'autre de la zone de travaux,
- soit à l'aide de feux de type KR11, positionnés à un minimum de 50 mètres de part et d'autre de la zone de travaux selon la visibilité.

Article 5 : En cas de neutralisation totale d'une voie ou portion de voie, la circulation sera déviée sur les voies les plus proches du chantier. L'itinéraire à suivre par les usagers de la route sera matérialisé à chaque intersection jusqu'à la fin de la zone concernée.

Article 6 : En cas de périodes d'inactivité des chantiers (nuit ou jours non ouvrables), la signalisation et les dispositifs de protection et de balisage du chantier seront adaptés et maintenus aux restrictions de circulation conservées, et aux conditions de sécurité.

Article 7 : Pour chaque intervention et quelles que soient les restrictions de la circulation et du stationnement mise en place, le libre cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera assuré en toute sécurité, l'accès aux propriétés riveraines et aux véhicules de secours seront maintenus pendant toute la durée des chantiers et facilités par le personnel intervenant.

Article 8 : Pour chaque intervention et quelles que soient les restrictions de la circulation et du stationnement mise en place, la signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et complété, devra suivre et être adaptée aux différentes phases des chantiers. La fourniture, la mise en place, la maintenance et le retrait de toute la signalisation nécessaire au bon déroulement des chantiers seront à la charge de l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D.

Article 9 : Pour son chantier, l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, devra se limiter à l'occupation du domaine public strictement nécessaire à l'exécution de ses travaux et aux indications portées sur le présent arrêté, mettre en place un périmètre de sécurité tout autour de sa zone d'intervention et tenir en parfait état de propreté les caniveaux ainsi que les abords de leur installation.

Article 10 : L'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, sera responsable de toute dégradation, incident ou accident qui pourraient survenir à l'occasion de ses travaux.

Article 11 : L'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, n'aura le droit, en aucun cas, de céder ses droits à une autre personne, soit par vente, soit par location.

Article 12 : L'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, devra se conformer aux règles de sécurité publique.

Article 13 : L'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, devra présenter leur permission à toute réquisition des agents de la force publique.

Article 14 : Tout manquement aux dispositions mentionnées supra entraînera la révocation de plein droit du présent arrêté, sans préjudice des poursuites qui pourraient être prises à leur égard.

Article 15 : Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST, pour le compte de VARTH D, en la forme administrative.

Article 16 : La présente autorisation est valable du 01/01/2023 au 31/03/2023 inclus. En cas d'absence du permissionnaire dans ce délai, la présente autorisation sera caduque et une nouvelle demande devra être effectuée dans les délais impartis.

.../...

Article 17 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de PIERREFEU-du-VAR.

Article 18 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que cette décision pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon - 5 rue Racine - B.P.40510 - 83041 Toulon Cedex 9, à compter de sa publication ou notification. Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 19 : Les agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique territorialement compétent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Représentant de l'entreprise EIFFAGE ENERGIE TELECOM SUD EST pour le compte de VAR THD,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de PIERREFEU-du-VAR
- Monsieur le Responsable du service de Police Municipale de la commune de PIERREFEU-du-VAR

Fait à PIERREFEU DU VAR,
Le 19 décembre 2022

Le Maire,
Patrick MARTINELLI



